

Les industries ciblées depuis 1975 ne représentent qu'une faible partie de l'économie japonaise. Ni les automobiles, ni les appareils électroniques de consommation (téléviseurs, stéréos, magnétoscopes, etc.) n'entrent dans le domaine de la technologie de pointe qui a fait l'objet de coentreprises de recherche-développement. Les produits de consommation japonais qui ont tant contribué à la visibilité du succès des exportations nippones ne reflètent donc pas la nouvelle politique industrielle. Cependant, le Japon est devenu un producteur important de certains produits (p. ex., les machines-outils) pour lesquels la politique industrielle récente a joué un rôle capital.

On peut dire, en tout cas, que la politique industrielle du Japon favorise l'entreprise privée et la croissance économique<sup>59</sup>. Pendant de nombreuses années, les sociétés japonaises ont reçu des incitatifs pour vendre à l'étranger; toutefois, ceux-ci se contentaient généralement de compenser le coût élevé des intrants résultant des droits et des quotas d'importation. Par conséquent, ces incitatifs sont peut-être restés sans effet sur la performance commerciale du Japon. De plus, une politique qui cherche à favoriser l'entreprise risque fort d'être anti-consommateurs, du moins à court terme. Une politique qui favorise l'épargne a également pour effet de réduire la consommation. Cela explique pourquoi certains partisans de l'interventionnisme se demandent s'il y a lieu de louer l'ingérence du gouvernement japonais ou de la déplorer.

Souvent, le gouvernement n'a pas réussi à bien gérer ses propres affaires. Avec sa dette et ses pertes considérables, le chemin de fer national du Japon en témoigne. La *Sales Monopoly Corporation* en est un autre exemple, avec ses prix élevés et son marché fermé, surtout pour le tabac<sup>60</sup>. En outre, si la bureaucratie japonaise est si habile à gérer l'économie et à la réglementer, pourquoi le ministère des Finances a-t-il laissé la spéculation prendre des proportions aussi hasardeuses à la fin des années 80? Il aurait sûrement dû voir, dans sa boule de cristal, à quel point ce serait dangereux! À la suite des récents scandales, le ministère des Finances a vu son autorité diminuer considérablement. N'oublions pas que la spéculation s'est produite sous ses yeux. Pour conclure, les ministères exercent moins de contrôle sur l'économie qu'on ne le croit généralement. Il est difficile d'imaginer que les ministères pourraient concevoir et exécuter, année après année, des plans qui seraient tous couronnés de succès.

---

Les barrières non tarifaires sont définies comme les mesures non tarifaires visant spécifiquement à limiter le commerce ainsi que diverses politiques nationales (normes techniques ou normes de santé et de sécurité, ajustements fiscaux à la frontière, etc.) qui imposent, accessoirement, des frais supplémentaires aux fournisseurs étrangers. Si l'on tient compte uniquement de la première catégorie de restrictions, ce sont les chiffres (pour 1986) qui s'appliquent.

<sup>59</sup> *Economist*, "Turning Point: A Survey of the Japanese Economy", 6 mars 1993.

<sup>60</sup> James C. Abegglen et George Stalk Jr., 1985, *op. cit.*, p. 32.